

POUR UNE VÉRITABLE DÉMOCRATIE LOCALE !

À La Courneuve, le débat entre socialistes et communistes sur la démocratie locale est finalement assez ancien.

Ainsi, au milieu des années 90, les Socialistes avaient formulé toute une série de propositions rassemblées dans un « Livre blanc de la démocratie locale » (comités de quartier, conseil économique et social local, droit de pétition au conseil municipal, compte-rendu des débats du Conseil municipal, tribunes pour les groupes politiques dans le journal municipal,...). A cette période, nos collègues communistes rejetaient ces propositions visant à développer la démocratie participative afin, selon eux, de ne pas « diluer la responsabilité des élus ».

Puis des évolutions positives, que nous avons soutenues, sont intervenues avec la création des comités de voisinage, du conseil local de la jeunesse, des ateliers de travail urbain,... Puis, de nouveau, cette question a été un sujet de débats au sein de la gauche courneuvienne, car peu à peu nous avons contesté les initiatives, trop souvent transformées en opération de communication politique coûteuse et partisane et faisant peu progresser la participation citoyenne (« La Courneuve 2010 » à Babcock, réunion thématique sur la sécurité,...).

Lors de l'examen de ce point par le conseil municipal réuni le 16 octobre, peu de propositions concrètes nouvelles nous ont été présentées par la majorité municipale, si ce n'est d'annoncer l'organisation à la mi-décembre d'un nouveau rendez-vous (« Assises » ou « Forum » de la Démocratie locale).

Nous avons pour notre part rappelé que le renforcement de la démocratie locale devait reposer sur deux dimensions et une exigence :

- **renforcer le rôle et le pouvoir des instances élues au suffrage universel direct** : le Conseil municipal doit mieux contrôler l'action du Maire et de la Municipalité ;
- **développer les lieux associant élus et non-élus** : les décisions doivent être débattues et concertées très en amont avant d'être prises, puis évaluées voire modifiées après avis des Courneuviennes et Courneuviens ;
- **distinguer nettement les outils de participation des initiatives de communication politique partisans.**

Enfin, nous avons rappelé quelques-unes de nos propositions :

- Création de comités de quartier dotés d'une organisation et d'une enveloppe financière dédiées,
- Désignation de conseillers municipaux étrangers associés avec voix consultative,
- Création de boutiques municipales de quartier ouvertes tous les jours,
- Création d'un Conseil municipal des enfants,...

AU CONSEIL MUNICIPAL

GESTION PUBLIQUE DE L'EAU : UN RENDEZ-VOUS MANQUÉ...

Il est nécessaire de rappeler tout d'abord le mécanisme de distribution de l'eau à La Courneuve. La ville est membre d'un syndicat intercommunal de 144 communes de la banlieue parisienne, le **Syndicat des Eaux de l'Île-de-France (SEDIF)**. Ce syndicat concède, depuis plusieurs années maintenant, la gestion du service de distribution à une société privée cotée en bourse, la Générale des Eaux, renommée Vivendi puis Véolia.

Relayant en Conseil municipal la position constante des associations sur le coût élevé de la facturation au consommateur induit par ce mécanisme, les élus PS de La Courneuve avaient voté, dès 2006, une motion de soutien à la proposition de retour à une gestion publique de l'eau au terme du contrat du SEDIF avec Véolia. Les succès de la gauche aux élections municipales de 2008 ont permis, sans toutefois le mettre en minorité, de contester fortement la gestion du président du SEDIF, le ministre et maire de droite d'Issy-les-Moulineaux, André Santini.

Avec Daniel Goldberg, nous avons alors réaffirmé l'importance d'un débat mais **force est de constater que le débat proposé par Gilles Poux est venu trop tard au conseil municipal puisque le Bureau du SEDIF s'était déjà prononcé sur la question de la gestion, le 10 octobre dernier.**

En effet, cette réunion a défini la seule position qui sera présentée lors de la prochaine assemblée générale du SEDIF, le 11 décembre prochain : la reconduction de la délégation de service public... à Véolia, vu l'avantage que détient cette entreprise ! **Seuls les deux vice-présidents socialistes du SEDIF - Jacques Mahéas et Pascal Popelin - ont défendu le retour à une gestion publique de l'eau... Au contraire de Gilles Poux, maire de La Courneuve et également vice-président du SEDIF !**

Nous ne comprenons pas le sens de cette position alors que Gilles Poux avait signé un appel d'élus, lancé à l'occasion du Congrès des maires de France en novembre 2005, qui déclarait : « *Nous pensons que le SEDIF (...) a maintenant acquis la compétence suffisante pour être aussi gestionnaire de la distribution. Toutes les conditions sont aujourd'hui atteintes pour pouvoir mettre en accord nos orientations politiques avec nos actes, il serait dommage de ne pas profiter d'une telle occasion, dont les usagers et les collectivités d'Ile-de-France concernés seront les premiers bénéficiaires.* »

Elu vice-président du SEDIF, nous déplorons que Gilles Poux n'ait pas cru bon de consulter les élus municipaux de La Courneuve et communautaires de Plaine Commune avant de prendre cette position au Bureau du SEDIF, le 10 octobre. Débattre une fois les choix déjà faits, voilà un malheureux écho du débat sur la démocratie communale à l'ordre du jour quelques minutes plus tôt !

POUR ALLER PLUS LOIN :

- **L'appel au Congrès des Maires de France de novembre 2005 :**
www.patrickbraouezec.net/patrickbraouezec/actualit/APPEL_version291007.rtf
- **Notre analyse de la situation et nos propositions en détail :**
www.stephanetroussel.fr.free.fr/docs/%25PDFcontratLC208.pdf
- **Le discours de P. Popelin au SEDIF en faveur du retour à une gestion publique de l'eau :**
www.pascalpopelin.fr/images/pdfdiscours/Choix_mode_gestion.pdf